Plan d’austérité ou d’action?



Plan Kálmán Széll

Le gouvernement vient de présenter son nouveau programme économique, intitulé Plan Kálmán Széll (ministre des finances en 1875-78, Premier ministre en 1899-1903, précurseur de l'équilibre budgétaire et de la liquidation de la dette par l'augmentation des impôts).

Ce projet, basé sur la rigueur, répond aux enjeux posés par la situation économique actuelle et a pour but de réduire la dette publique en établissant des engagements chiffrés pour les années à venir. Plan de rigueur, oui, d’austérité, surtout pas, précise le communiqué gouvernemental, évitant toute référence directe aux très impopulaires restrictions et coupes budgétaires financées par un éventuel prélevement d’impôts. En réalité, ces nouvelles orientations rejoignent, sans le reconnaître publiquemment, la politique économique souhaitée par l'Union européenne et le Fonds Monétaire International. Certains estiment que ce plan, avec peu de mesures concrètes, n’est qu’un outil marketing pour réconcilier les marchés, mais aussi une chance pour le ministre de l’économie nationale, György Matolcsy de mettre en place des réformes efficaces.

Objectif réduction du déficit et de la dette

On ne peut protéger son épargne et réduire ses dettes qu’en diminuant les coûts et en augmentant les bénéfices, mesures difficiles à mettre en place lorsqu’on doit faire face à ses électeurs. Les mesures ne doivent donc pas être trop douloureuses

pour les hongrois.

C’est dans cet esprit que le plan Kálmán Széll a vu le jour, doté d’un budget de 900 Mds de HUF. Ce plan s’oriente vers la réduction des investissements publics pour lutter contre le déficit et la dette publique. Il est en effet prévu de réduire le déficit à 1,9% d’ici 2014 et la dette à 50% du PIB d’ici 2018. Le plan établit des délais précis pour la mise en oeuvre des réformes structurelles. A court terme, le gouvernement souhaite réformer le système des retraites (redistributions, contributions), plus particulièrement les pré-retraites, pour les pompiers, les policiers ou les militaires. Les sociétés de transports publics, comme MÁV ou Volán, seront incorporées dans une holding d’Etat, afin de consolider leur chiffre d’affaire et de gérer leurs dettes. Selon le plan, plusieurs mesures arriveront en phase de concrétisation au mois de juin : loi sur la réduction du nombre de députés, loi sur les appels d’offre publiques, loi sur l’allègement des coûts de location et loi sur le remboursement des médicaments. Un système de paiement électronique pour l’utilisation des autoroutes devrait être mis en place en 2013. Une réforme de l’enseignement supérieur est par ailleurs envisagée d’ici septembre prochain. L’un des points les plus vivement critiqué du programme est la croissance estimée par le gouvernement à 4-6% en 4 ans.

Capacité (ou incapacité) à mettre en oeuvre ces mesures

La mise en oeuvre de ce plan s’annonce toutefois périlleuse, certaines mesures évoquées, comme par exemple la réduction des impôts sur les revenus des sociétés devant passer de 19% à 10%, s’avérant impossibles à réaliser dans les circonstances économiques, actuelles. Les questions portant sur les créditeurs insolvables, sur le préavis d’expulsion du domicile, sur la mise en place de l’impôt vert et de la taxe « hamburger », qui font partie des promesses de campagne, sont pour l’instant relégués au deuxième plan. Le document vise en revanche à maintenir la taxe bancaire et insiste sur la mise en oeuvre d’une administration moins chère.

Les critiques contre ce plan

La plan Széll est soumis à de vives critiques, autant positives que négatives. Certains experts financiers soulignent que ce que l’on perd aujourd’hui sera comptabilisé demain. Car l’image d’un budget plus équilibré favoriserait la crédibilité de la politique économique, et diminuerait les risques économiques. Les critiques les plus vives sont formulées par l’opposition. Le MSZP approuve l’objectif du

gouvernement d’engager des réformes structurelles, mais relève qu’aucun détail n’est malheureusement communiqué en la matière. Le Jobbik critique les mesures d’austérité, pesant sur les retraités et les chômeurs. Selon certaines sources proches du gouvernement, le plan présenté n’est que la version allégée d’un document plus conséquent, comprenant d’autres mesures d’austérité, qui devraient être communiquées au compte-goutte.

Kata Bors

-

Catégorie
Agenda Culturel